

# LA PRESSE AFFAIRES



**SAPUTO**  
DES RÉSULTATS SOLIDES  
PAGE 8

**L'ÉPARGNE EN TEMPS DE CRISE**  
LES CANADIENS ET LES AMÉRICAINS MODIFIENT LEURS HABITUDES DE CONSOMMATION  
PAGES 2 ET 3

<b>S&amp;P TSX</b> 11 018,10 +230,95 (+2,14%)	<b>S&amp;P 500</b> 1005,65 +3,02 (+0,30%)	<b>DOW JONES</b> 9320,19 +33,63 (+0,36%)	<b>PÉTROLE</b> 71,42 \$US -0,16 \$US (-0,22%)	<b>DOLLAR</b> 93,07 ¢US +0,26 ¢US
---	---	--	---	---

**PRIX DES MATIÈRES RECYCLÉES**

## Les centres de tri sortent de la crise

MARTIN VALLIÈRES

Les prix des matières premières se redressent à vue d'œil, soulevant aussi ceux des matériaux recyclables hors du krach de l'automne dernier.

Conséquence: la crise de revenus qui menaçait la survie de plusieurs des 38 centres de tri de collecte sélective au Québec s'est

**« Les centres de tri ne sont plus en situation de crise grâce à la remontée des prix des matériaux recyclables, même s'ils demeurent fragiles financièrement. »**

largement résorbée, a constaté *La Presse Affaires*.

Soulagement pour les intervenants de cette industrie encore émergente, en particulier les quelque 1500 salariés directs des centres de tri.

Mais aussi pour les contribuables, municipaux et provinciaux, qui risquaient d'avoir à fournir

des millions de dollars en aide d'urgence pour maintenir un système de premier plan en environnement.

« Les centres de tri ne sont plus en situation de crise grâce à la remontée des prix des matériaux recyclables, même s'ils demeurent fragiles financièrement », indique Réal Fortin, directeur de l'exploitation au Groupe Gaudreau, un important exploitant de centres de tri à Victoriaville et à Toronto.

De plus, M. Fortin préside le Comité des centres de tri à Réseau-Environnement, le plus important regroupement d'entreprises de ce secteur au Québec.

Exemple du redressement: le prix moyen des papiers et cartons recyclables, qui composent 82 % des quelque 900 000 tonnes annuelles de collecte sélective selon Recyc-Québec, a remonté à 55 \$US la tonne.

C'est encore à la moitié du sommet de 110 \$US atteint avant le krach de l'automne, « un prix surgonflé de toute façon » selon M. Fortin.

➤ Voir TRI en page 4

**LE S&P/TSX ATTEINT LES 11 000 POINTS**

## LA BOURSE DE TORONTO POURSUIT SA REMONTÉE

PAGE 8

## Domtar double ses profits

ROSS MAROWITS  
LA PRESSE CANADIENNE

Des crédits d'impôts américains aident le géant des pâtes et papiers Domtar à réduire sa dette et à compenser la faiblesse du marché, en attendant la reprise attendue lors des trimestres à venir.

La société forestière montréalaise, qui rapporte ses résultats en dollars américains, s'attend à recevoir plus de 450 millions US sous la forme de crédits d'impôts, cette année, pour un produit de récupération appelé liqueur noire. Ce montant sera utilisé pour retrancher 500 millions US à sa dette et la ramener à quelque 1,3 milliard US.

Domtar a annoncé hier avoir enregistré un bénéfice net de 48 millions US, soit 1,12 \$US par action, lors de la période de

trois mois terminée le 30 juin. Ces profits sont deux fois supérieurs à ceux de 24 millions US, ou 56 cents US par action, réalisés lors du trimestre équivalent de 2008.

Les ventes ont chuté de 20 % et totalisé 1,3 milliard US, comparativement à 1,6 milliard US il y a un an. Le cours des actions de Domtar a gagné 5,36 \$, soit plus de 26 %, et clôturé à 25,82 \$ à la Bourse de Toronto, hier.

Abstraction faite des éléments non récurrents, Domtar a subi une perte de 33 millions US, soit 76 cents US par action, au deuxième trimestre de 2009, comparativement à un bénéfice net de 32 millions US, ou 74 cents US par action, lors de la même période un an auparavant.

➤ Voir DOMTAR en page 4

# UNE FRACTURE NORD-SUD



STÉPHANE PAQUET

La fracture Nord-Sud sert normalement à décrire la différence entre les économies développées et celles des pays pauvres. Un économiste vient de lui trouver une nouvelle application: expliquer les modèles économiques différents des régions du Québec.

Cette fracture, soulignée par Mario Polèse de l'INRS Urbanisation, prend une dimension tangible quand on compare le salaire des hommes qui y travaillent: mieux payés au Nord... mais dans une économie plus dynamique au Sud!

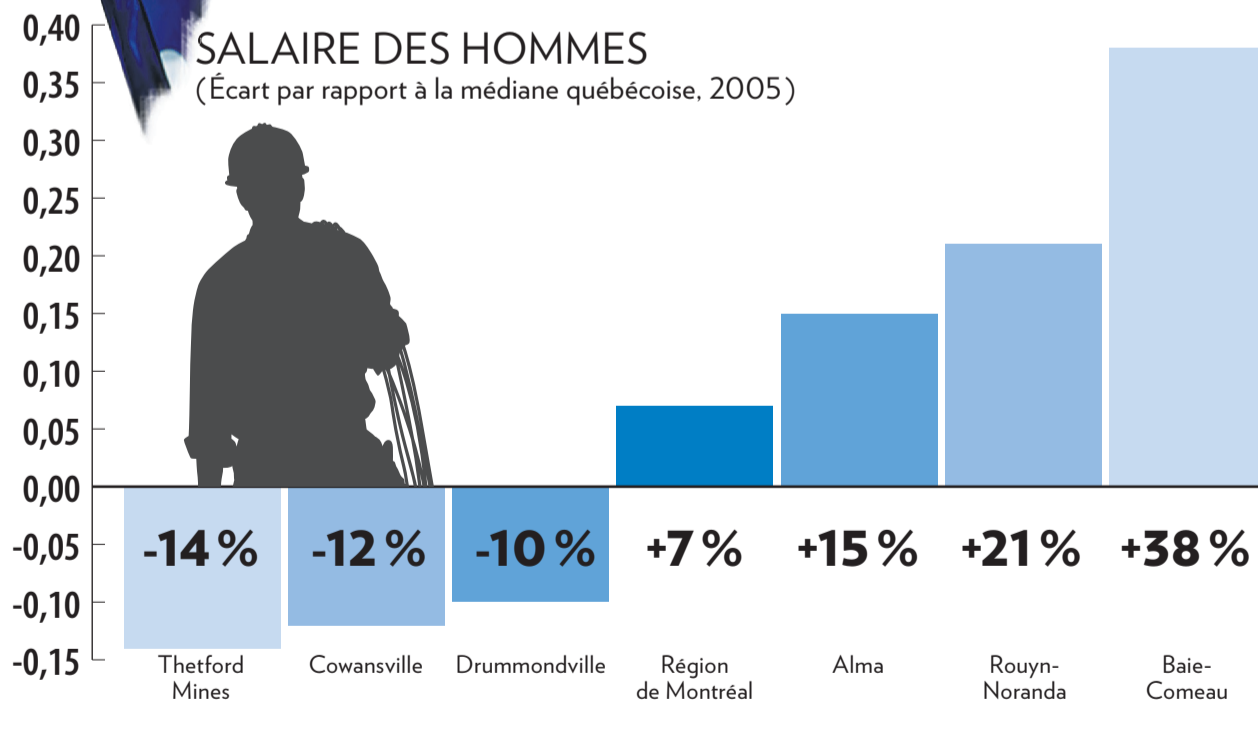
Commençons par les salaires. Voici les sept villes où les salaires masculins étaient les plus élevés en 2005: Baie-Comeau, Sept-Îles, Rouyn-Noranda, Sorel-Tracy, Saguenay, Dolbeau-Mistassini et Alma. Les hommes de ces régions – les femmes ont été exclues pour des raisons méthodologiques – gagnent entre 15 % et 38 % de plus que les hommes du reste du

Québec. Les hommes montréalais se contentent de 7 % de plus que leurs compatriotes, en comparant les salaires médians régionaux.

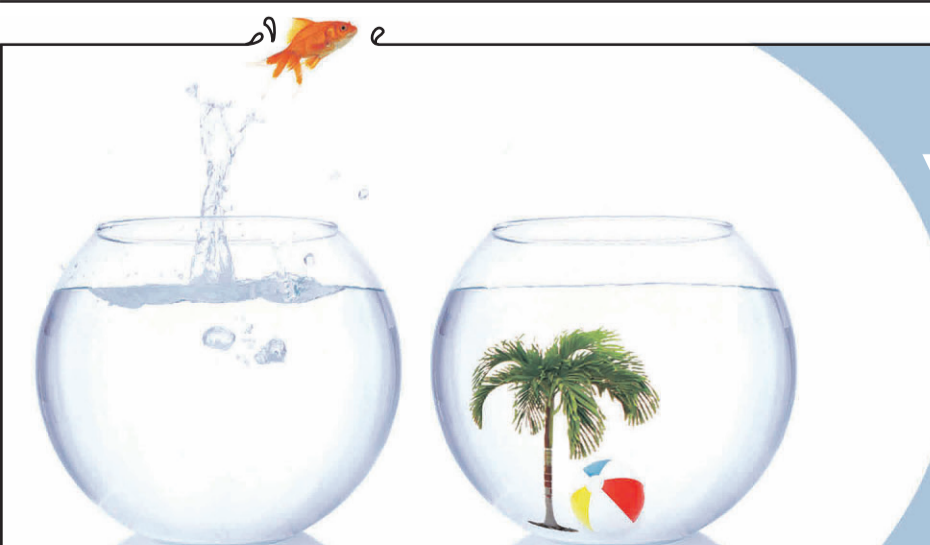
Voici maintenant les sept villes aux salaires les plus bas – la boussole se déplace clairement vers le Sud: Thetford Mines, Saint-Georges, Victoriaville, Cowansville, Matane, Drummondville et Lachute. Les hommes y rapportent à la maison un pactole de 10 % à 14 % plus petit que dans le reste du Québec.

« À l'intérieur du Québec, c'est la coupure Nord-Sud qui fait la différence ou, plus précisément, la distinction entre les économies locales axées sur de grandes industries tributaires des ressources naturelles (dont l'énergie hydro-électrique) et les économies locales axées sur des PME manufacturières plus diversifiées », écrit M. Polèse, dans le Panorama des régions du Québec, publié par l'Institut de la statistique du Québec.

➤ Voir NORD-SUD en page 4



Source: Mario Polèse, d'après Statistique Canada. Recensement 2006



## VOUS PARTEZ EN VACANCES?

**PRENEZ LE TEMPS DE NOUS AVISER**

La Presse reprendra le service de livraison à domicile dès votre retour de vacances.



[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement) | Service à la clientèle 514-285-6911 | Interurbain sans frais 1 800 361-7453

# CONSOMMATION ET ÉPARGNE

## RÉCESSION

# LES CANADIENS PROTÈGENT

Récession oblige, les consommateurs de la planète modifient leur comportement: les Américains ont mis un frein à leurs dépenses; les Canadiens, quant à eux, ont légèrement modifié leurs habitudes de consommation, tout en consolidant leurs épargnes, révèle un sondage. Une bonne nouvelle pour l'économie canadienne.



PHILIPPE MERCURE

C'est en temps de crise qu'on sépare les hommes des enfants, dit-on, et les Canadiens semblent garder la tête froide en période de récession. Non seulement ils résistent à la tentation de piger dans leur bas de laine pour traverser la tempête, mais ils font même preuve d'un optimisme qui dépasse celui des Américains, des Australiens et de bien des Européens.

Un sondage d'ING Direct mené dans neuf pays montre que les Canadiens sont parmi

où ING Direct fait des affaires, seuls les Autrichiens sont moins nombreux à avoir réduit leur épargne (22 %).

«Les Canadiens ont toujours été de bons épargnants et ils le prouvent encore ici», constate Peter Aceto, président et chef de la direction d'ING Direct Canada. M. Aceto note que si l'épargne des Canadiens a diminué au cours des dernières années, il semble revenir à ses niveaux historiques depuis 12 ou 18 mois.

«Les Canadiens gardent le cap sur la prudence, dit-il. Ils sont constants, beaucoup plus que nos cousins américains, dont le comportement est beaucoup plus changeant avec le temps.»

Mais prudence ne veut pas dire pessimisme, et M. Aceto ne croit pas que les Canadiens mettent de l'argent de côté parce

qu'ils sont inquiets pour l'avenir. «Malgré la récession mondiale, les Canadiens sont demeurés plus optimistes au sujet de leurs finances que les habitants des autres pays», soutient-il.

Pour mesurer l'optimisme des différents peuples, ING Direct a mitrillé les citoyens de questions pour voir comment ils réagissent au ralentissement. Comme tout le monde, les Canadiens ne demeurent pas inactifs; 80 % d'entre eux ont modifié leurs habitudes. Ils réduisent les dépenses non nécessaires et se privent de petits luxes (56 % d'entre eux), essaient d'économiser l'énergie (50 %) et passent plus de temps à la maison (50 %). En ce sens, ils ne sont pas très différents des Américains, des Australiens et des Européens.

Mais s'ils réduisent les petites dépenses, les Canadiens ont moins tendance à reporter les dépenses plus importantes comme l'achat d'un véhicule, la rénovation de leur maison ou l'achat d'une nouvelle propriété. Et ça, aux yeux d'ING Direct, est un signe d'optimisme.

Selon M. Aceto, l'optimisme des Canadiens se révèle aussi lorsqu'on examine leurs attentes face à la retraite. Seulement 29 % des Canadiens croient que le ralentissement économique les obligera à retarder l'âge de leur retraite – une proportion beaucoup plus faible qu'aux États-Unis, où pas moins de 40 % des répondants croient qu'ils devront travailler plus longtemps à cause de la récession actuelle.

La proportion atteint 41 % en Australie et 43 % en Allemagne. En fait, seuls les Espagnols et les Britanniques sont plus optimistes que les Canadiens à ce chapitre.

Cet optimisme a cependant une contrepartie. Si relativement peu de Canadiens sont inquiets pour leur retraite, ceux qui le sont sont réellement. Quand on demande à ceux-là combien d'années supplémentaires ils prévoient devoir travailler à cause de la récession, les tiers d'entre eux répondent 10 ans ou plus, une proportion beaucoup plus élevée que partout ailleurs, sauf aux États-Unis.

«Dix ans, c'est beaucoup», s'étonne M. Aceto. C'est une surprise – une terrible nouvelle, en fait, qui est effectivement décevante. Mais je vous parie que si on refaisait le sondage dans un an ou deux, les résultats seraient bien différents.»

**«Les Canadiens gardent le cap sur la prudence. Ils sont constants, beaucoup plus que nos cousins américains, dont le comportement est beaucoup plus changeant avec le temps.»**

ceux qui réagissent le mieux à la crise quand on examine leurs habitudes d'épargne. Seulement 23 % d'entre eux ont diminué leur épargne au cours des six derniers mois, soit moins que les Américains (28 %), les Français (40 %) ou les Italiens (42 %). En fait, parmi les neuf pays

qu'ils sont inquiets pour l'avenir. «Malgré la récession mondiale, les Canadiens sont demeurés plus optimistes au sujet de leurs finances que les habitants des autres pays», soutient-il.

Pour mesurer l'optimisme des différents peuples, ING Direct a mitrillé les citoyens de ques-

Ainsi, 22 % des Canadiens ont remis à plus tard leur rêve de s'acheter une nouvelle voiture, l'une des proportions les plus faibles de tous les pays étudiés. Même phénomène quand on regarde du côté des rénovations et de l'achat d'une nouvelle maison.

## LES CANADIENS PROTÈGENT LEURS ÉPARGNES

(Depuis six mois, proportion des gens qui ont accru ou réduit leurs économies)

	Accru	Réduit
<b>Canada</b>	<b>17%</b>	<b>23%</b>
États-Unis	25%	28%
Royaume-Uni	15%	35%
France	8%	40%
Italie	29%	42%
Espagne	20%	32%

Source: ING Direct

# 29 %

Part des Canadiens qui croient que la récession les obligera à repousser l'âge de la retraite.

# 8 %

Proportion des Canadiens qui ont reporté l'achat d'une maison en raison de la crise financière.

# 22 %

Pourcentage des Canadiens qui ont reporté l'achat d'une voiture à cause de la récession.

## VENTES DE MAISONS AUX ÉTATS-UNIS

# Les acheteurs s'affichent de plus en plus

BLOOMBERG

Le nombre de contrats pour acheter des maisons existantes aux États-Unis a augmenté en juin dernier pour le cinquième mois consécutif et ce résultat s'est avéré supérieur aux prévisions des économistes. La baisse des prix et des taux hypothécaires a attiré les acheteurs.

Cette progression de 3,6 % de l'indice des conventions d'achat signées, ou de reventes de maisons existantes, faisait suite à une augmentation de 0,8 % le mois précédent, ce qui était supérieur à ce qui avait d'abord été estimé, a précisé hier à Washington la National Association of Realtors (NAR).

La baisse de la valeur des propriétés engendrée par les saisies et les avantages fiscaux fait que des maisons sont désormais à la portée de premiers acheteurs. Et cette situation contribue à stabiliser le marché immobilier, qui a été le principal frein à la croissance économique.

Mais en même temps, étant donné que les taux hypothécaires ne baissent plus et que le chômage est encore en hausse, il faudra peut-être des mois avant qu'une reprise soutenue se manifeste dans l'immobilier.

«Le marché immobilier semble assurément être en train de trouver son élan», constate Maxwell Clarke, économiste en chef à IDEAGlobal, secteur États-Unis, à New York.

Les économistes avaient prédit que l'indice progresserait de 0,7 % après un gain d'abord annoncé de 0,1 % en mai. Ce



PHOTO PAUL SAKUMA, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

La baisse de la valeur des propriétés engendrée par les saisies et les avantages fiscaux fait que des maisons sont désormais à la portée de premiers acheteurs.

résultat correspond à la prévision médiane de 35 économistes sondés par Bloomberg.

Les reventes de maisons en instance sont considérées comme un indicateur principal parce que cette statistique porte sur des contrats signés.

Toutes les quatre grandes régions des États-Unis ont connu une hausse des ventes en

instance, le Sud présentant le meilleur résultat avec un gain de 7,1 % alors que la progression a été de 2,9 % dans l'Ouest.

«L'activité a été constamment plus vive dans le segment des maisons aux prix plus modestes», a indiqué Lawrence Yun, économiste en chef à la NAR. Celui-ci a précisé que les premiers acheteurs doivent

conclure leur transaction d'ici le 30 novembre pour obtenir un crédit d'impôt de 8000 \$US.

Pour leur part, une association nationale de courtiers immobiliers déclarait la semaine dernière que les ventes de maisons existantes ont augmenté en juin, soutenant la thèse que la chute du marché immobilier – maintenant dans

sa quatrième année – se terminera en 2009.

Le prix des maisons a diminué en moyenne de 15 % aux États-Unis depuis un an.

En outre, les ventes de maisons neuves ont bondi de 11 % en juin, soit la plus forte hausse depuis l'an 2000, affirmait récemment le département du Commerce, à Washington.

# LEUR BAS DE LAINE



Un sondage d'ING Direct montre que seulement 23% des Canadiens ont diminué leur épargne au cours des six derniers mois. « Les Canadiens ont toujours été de bons épargnants et ils le prouvent encore ici », constate Peter Aceto, président et chef de la direction d'ING Direct Canada.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

# Moins de revenus pour les Américains

BLOOMBERG

Le revenu personnel a baissé de 1,3% en juin aux États-Unis, une diminution plus importante que prévu et la pire en quatre ans, ce qui indique que les dépenses de consommation mettront du temps à reprendre.

Cette baisse reflète en partie le dénouement des paiements de transfert non récurrents du plan de stimulants de l'administration Obama qui avaient eu pour effet de faire bondir les revenus de 1,3% en mai dernier, indiquaient hier des données rendues publiques par le Département américain du commerce.

Le plus grave ralentissement économique en sept décennies s'est atténué au cours du dernier trimestre tandis que les programmes de dépenses du gouvernement américain ont commencé à porter leurs fruits. Des économistes ont alors prédit que la récession pourrait être terminée d'ici la fin de la présente année.

Mais la reprise sera vraisemblablement modeste parce que les pertes d'emplois et la baisse de la valeur des maisons incitent les Américains à augmenter leurs épargnes et à limiter leurs dépenses, lesquelles forment environ 70% de l'économie.

« Au vu de normes passées, nous assisterons à une faible reprise économique », prévient James O'Sullivan, économiste principal à UBS Securities, Stamford, au Connecticut. « Pour qu'il y ait une reprise soutenue des dépenses de consommation, ajoute-t-il, il



Le rapport publié hier par le département américain du Commerce indique que les augmentations de prix en juin ont été plus modestes qu'au cours du mois correspondant l'an dernier

faut une amélioration notable du marché de l'emploi.»

Les économistes avaient prévu que le revenu person-

nel baisserait de 1% après un gain de 1,4% en mai, selon la médiane de 75 prévisions recueillies lors d'un sondage de

Bloomberg. La baisse du revenu personnel observée en juin fut la plus importante depuis janvier 2003, le mois après que

Microsoft Corp. eut versé un dividende spécial.

En excluant les effets du programme de stimulants, les revenus auraient baissé de 0,1% en juin après l'absence de changement le mois précédent, a précisé le Département du commerce. Les traitements et salaires ont baissé de 0,4% en juin, neuvième diminution en 10 mois.

Le rapport publié hier indique que les augmentations de prix en juin ont été plus modestes qu'au cours du mois correspondant l'an dernier. L'indice d'inflation lié aux habitudes de dépense a accusé un recul de 0,4% par rapport à juin 2008, plus forte diminution depuis que les données ont commencé à être recueillies en 1960.

Après ajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses portant sur des biens durables tels que des autos et des meubles ont diminué de 0,2% en juin après avoir augmenté de 1,2% en mai.

Mais les ventes d'autos sont susceptibles de connaître un regain au cours du présent trimestre grâce au programme gouvernemental « prime à la casse ». Ce programme offre jusqu'à 4500 dollars US pour échanger un tacot contre un véhicule moins assoiffé de carburant. En juillet, les ventes de Ford ont grimpé pour le premier mois depuis 2007. Les ventes réalisées par toute l'industrie de l'auto aux États-Unis ont progressé pour atteindre une cadence annuelle de 11,3 millions de véhicules le mois dernier, le plus haut niveau depuis septembre dernier.

PHOTO STAN HONDA, AFP

# LA PRESSE AFFAIRES

## À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

**AUJOURD'HUI**

Commandes manufacturières  
juin: -0,1%  
mai: 1,2%

Fonds de revenu Jazz Air  
BPA 2T: 18¢

Uni-Select  
BPA 2T: 74¢

**DEMAIN**

Permis de construire (Can.) juin: -1,0%  
mai: 14,8%

BCE  
BPA 2T: 58¢

Great-West  
BPA 2T: 49¢

Metro  
BPA 3T: 93¢

Tim Hortons  
BPA 2T: 44¢

**VENDREDI 7 AOÛT**

Taux de chômage (Can.) juillet: 8,8%  
juin: 8,6%

Taux de chômage (É.-U.) juillet: 9,6%  
juin: 9,5%

SNC-Lavalin  
BPA 2T: 52¢

Telus  
BPA 2T: 77¢

**LUNDI 10 AOÛT**

Nautilus  
BPA 2T: -20¢US

Rosetta  
BPA 2T: 7¢US

Virgin Mobile  
BPA 2T: 18¢US

**MARDI 11 AOÛT**

Mises en chantier  
(Canada) juillet: 141,4K d'unités  
juin: 140,7K d'unités

Cascades  
BPA 2T: 16¢

Rona  
BPA 2T: 59¢

Semafo  
BPA 2T: 5¢

**MERCREDI 12 AOÛT**

Balance commerciale  
(Canada) juin: -0,7G\$  
mai: -1,4G\$

CAE  
BPA 1T: 16¢

Cameco  
BPA 2T: 25¢

Onex  
BPA 2T: 57¢

Source: Bloomberg

**POUR NOUS JOINDRE**

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresseaffaires.com

## SUDOKU

3	8	9			2		1
						3	
			5	1			9
8		9	5				
	1			6			4
	5			8		6	
	2						
	6	8			7		
5			6			2	

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

### Solution du dernier sudoku

7	5	4	1	2	9	6	3	8
1	3	6	7	4	8	9	2	5
8	2	9	5	3	6	7	4	1
9	6	8	2	5	4	1	7	3
3	7	5	6	8	1	2	9	4
4	1	2	3	9	7	5	8	6
6	4	1	9	7	3	8	5	2
5	8	7	4	6	2	3	1	9
2	9	3	8	1	5	4	6	7

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1440

Par Fabien Savary 1439



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

Encore ces temps-ci, le prix des papiers recyclables demeure inférieur au coût moyen de fonctionnement des centres de tri.

## PRIX DES MATIÈRES RECYCLÉES

# Les centres de tri sortent de la crise

**TRI**  
suite de la page 1

Mais c'est tout autre chose que le «prix négatif» d'environ 20\$US la tonne atteint au pire de la crise en début d'année.

À ce moment, les centres de tri devaient payer pour se débarrasser des papiers et cartons recyclables. C'est ce qui a en forcé plusieurs à les accumuler pendant des mois, plutôt que de s'en départir à coûts considérables.

Et encore ces temps-ci, le prix des papiers recyclables demeure inférieur au coût moyen de fonctionnement des centres de tri, qui avoisine les 98\$ la tonne, selon M. Fortin.

Parmi les autres matériaux recyclables à plus haute valeur, les fluctuations ont aussi été très fortes depuis un an.

Mais leur impact financier s'est avéré moindre pour les centres de tri parce que ces matériaux, plastiques et métaux surtout, composent moins de 10% de la collecte sélective.

Par exemple, le prix des plastiques s'est redressé à 400\$US la tonne. C'est trois fois mieux que le creux de 120\$US atteint en fin d'année, mais encore inférieur de moitié au sommet de 900\$US atteint en octobre 2008.

Scénario semblable avec l'aluminium, l'un des métaux les plus prisés en recyclage.

Son prix s'est redressé autour de 1600\$US la tonne. C'est deux fois mieux que le creux de 800\$US d'il y a quelques mois, mais encore inférieur au sommet de 2000\$US la tonne de l'avant-krach.

D'ailleurs, selon M. Fortin, le rebond de l'aluminium recyclable motive l'autre inquiétude des centres de tri: la prochaine politique de recyclage du gouvernement du Québec, attendue à l'automne.

«Les gestionnaires de centres de tri appréhendent un élargissement de la consigne des contenants à remplissage unique, comme les bouteilles d'eau, explique-t-il.

«Un tel changement priverait les centres de tri d'une autre

quantité de matériaux recyclables de plus haute valeur, comme l'aluminium et les plastiques, qui rapportent le plus lors de la revente.»

Pourtant, cette consigne élargie est réclamée par l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui regroupe une importante clientèle des centres de tri.

«Justement, nous savons que cette position de l'UMQ va à l'encontre des municipalités qui gèrent des centres de tri (le tiers des 38 centres) parce qu'elles connaissent la perte de revenus que provoque la consigne, avec l'aluminium et les plastiques», soutient Réal Fortin.

Quant à l'argument de l'UMQ envers la réduction de volume et, donc, des coûts de la collecte sélective, M. Fortin l'estime trompeur.

«La plupart des contrats avec les centres de tri prévoient que les municipalités combleront la différence entre le coût du tri par tonne et le revenu moyen par tonne de matériaux recyclables», explique M. Fortin.

Par conséquent, dit-il, si les municipalités réduisent le volume en collecte sélective en y enlevant d'autres contenants recyclables, elles réduiront d'autant les revenus des centres de tri et gonfleront leur déficit à combler.

«En bout de ligne, les contrats de collecte sélective et de centres de tri coûteront plus cher aux municipalités, et donc à leurs contribuables.»

# Une fracture nord-sud

**NORD-SUD**  
suite de la page 1

### Avantage au sud

En se fiant seulement aux salaires, le portrait semble être à l'avantage des régions dépendantes de grandes entreprises.

La situation est plus complexe. «La croissance est beaucoup plus forte au sud», souligne M. Polèse au téléphone. En fait, écrit-il, «non seulement l'entrepreneur en puissance à Alma est-il plus loin du marché américain que son cousin de Cowansville, et sans les avantages de la proximité d'une grande ville, mais en plus doit-il naviguer dans un marché local de travail où les attentes salariales sont sensiblement plus élevées».

**« Le défi est autant social qu'économique dans des collectivités marquées par une vieille tradition syndicale et par de grands patrons protecteurs. »**

Le soudeur du Saguenay, illustre-t-il, s'attendra à recevoir un salaire élevé s'il est employé dans une PME: ses voisins ont droit aux salaires et avantages sociaux offerts par Rio Tinto Alcan.

Le chercheur reconnaît lui-même qu'il n'est pas politiquement correct de voir comme un avantage les plus bas salaires. Mais, ajoute-t-il, «c'est précisément parce que salaires sont plus bas dans le Sud que c'est plus intéressant dans le Sud», dit-il.

Pourquoi aussi bas? Pour M. Polèse, qui a déjà écrit sur le sujet, la question linguistique joue clairement un rôle. «La frontière linguistique a pour effet de réduire la mobilité de la main-d'œuvre francophone ce qui, du point de vue de certaines entreprises, comporte deux avantages: elle réduit le rayon des repères salariaux des travailleurs et rend la main-d'œuvre plus stable.»

Sa région du sud comporte toutefois des zones «nordiques»: à Sorel-Tracy, Trois-Rivières et à Valleyfield, les salaires masculins sont aussi plus élevés qu'à Montréal. «De telles zones industrielles connaissent plus de difficultés à se recycler, par opposition à des zones avec un héritage d'industrie légère ou de PME. Le défi est autant social qu'économique dans des collectivités marquées par une vieille tradition syndicale et par de grands patrons protecteurs.»

### Un avenir

Contrairement à d'autres économistes qui misent peu sur le secteur manufacturier dans les économies développées, Mario Polèse estime qu'il a un avenir.

«Nos exportations vers les États-Unis ou l'étranger, c'est de 75% à 80% des biens fabriqués», rappelle-t-il.

Et plus le tissu industriel est diversifié, mieux c'est. D'ailleurs, la bonne performance relative de l'économie québécoise dans la récession actuelle trouve sa cause dans la diversification, selon lui. «Prenez quelques villes du sud du Québec et comparez-les à des villes du sud de l'Ontario...»

# Domtar double ses profits

**DOMTAR**  
suite de la page 1

Néanmoins, ces résultats constituent une amélioration par rapport à ceux du premier trimestre de 2009, alors que l'entreprise avait subi des pertes de 38 millions US.

«Je suis très heureux de l'amélioration de notre performance d'exploitation, qui a donné lieu à un solide flux de trésorerie et à une amélioration de notre marge de profit plus tôt que prévu», a déclaré le chef de la direction de Domtar, John Williams, lors d'une conférence téléphonique.

Paul Quinn, de RBC Marchés des capitaux, a affirmé que les résultats financiers de Domtar correspondaient aux attentes des analystes, bien que l'entreprise ait accru son flux de trésorerie disponible.

Domtar est le plus grand fabricant intégré et distributeur de papiers fins non couchés en Amérique du Nord et le deuxième au monde basé sur la capacité de production. L'entreprise est aussi un fabricant de pâte à papier, de pâte en flocons et de pâte de spécialité, de même que de bois d'œuvre et d'autres produits forestiers spécialisés et industriels.

La société emploie environ 10 500 personnes.

**AFFAIRES**  
700

**715** FINANCEMENT

1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain  
Engagement le même jour  
ACE MORTGAGE CORP 514-731-8585  
Depuis (1964) agent protégé

**AVIS**

La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

**AVIS**  
800

**850** AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que LA FONDATION ÉDOUARD-MONTPETIT NEQ # 1144243301 ayant son siège au 7977 rue St-Denis, Montréal, QC, H2R 2G2, a l'intention de demander sa dissolution au registraire des entreprises. Le 4 août 2009.

PRENEZ AVIS que RENAUD HAMELIN dont l'adresse du domicile est le 2328, boulevard Pie-IX, Montréal, présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de SANDRA BOISSONNEAULT.

WWW.COLLEGEIMMOBILIER.COM

**Changement de carrière ?**

L'école des leaders de l'immobilier

**Devenez agent immobilier (AEC 902.56)**

Étudiez à un de nos campus ou à la maison!

- Cours à l'Île-des-Sœurs
  - 24 août au 13 novembre 2009 (jour) CONFIRMÉ
  - 22 septembre au 28 janvier 2010 (soir)
- Cours à Laval
  - 25 août au 17 décembre 2009 (soir) CONFIRMÉ
  - 8 septembre au 28 novembre 2009 (jour) CONFIRMÉ

Éligible au programme d'aide financière du Gouvernement du Québec. Certaines conditions s'appliquent.

**Pour information et inscription :**  
**514 762-1862**  
600, chemin du Golf, Île-des-Sœurs • 3224, avenue Jean-Béraud, Laval

# Des questions d'impôt



**MICHEL GIRARD**  
CHRONIQUE

Un lecteur possède une maison hypothéquée de 50 000\$ et un immeuble de quatre appartements. Il a levé une hypothèque de 200 000\$ sur l'immeuble. Il sait que les intérêts hypothécaires sur un immeuble de rapport sont déductibles de ses revenus de location. Par contre, il se demande s'il y a une règle fiscale qui lui interdirait de prendre 50 000\$ de son hypothèque sur l'immeuble d'appartements pour rembourser son hypothèque personnelle de 50 000\$ sur la maison.

Après vérification auprès de Revenu Canada, aucune règle fiscale n'empêche notre contribuable d'utiliser à des fins personnelles ces 50 000\$ d'hypothèque sur l'immeuble d'appartements. Mais il n'aura pas le droit de déduire les intérêts hypothécaires de ces 50 000\$ du calcul de ses revenus de location.

Bref, notre lecteur ne pourra fiscalement bénéficier du refinancement de son édifice à des fins personnelles puisque les intérêts sur la portion des 50 000\$ ne sont pas déductibles.

Le lecteur en question mentionne qu'une de ses connaissances a utilisé le refinancement de son triplex pour rembourser l'hypothèque personnelle de sa résidence et qu'il n'a jamais eu de problème avec le fisc. Sans le crier sur le toit de son triplex, si j'étais à sa place, je régulariserais ma situation fiscale... Ça coûte très cher, la passe fiscale!

## Un appartement en Floride

Beaucoup de contribuables canadiens achètent ces temps-ci des propriétés (appartement ou maison) en Floride. Ils estiment

réaliser un bon placement vu l'effondrement de l'immobilier aux États-Unis. Quel est le traitement fiscal qui sera réservé au contribuable lorsqu'il revendra sa résidence floridienne?

Réponse de Revenu Canada: «Le Canada a signé des conventions fiscales avec 81 pays. Dans le cas que vous décrivez, la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis s'appliquerait. Le contribuable sera imposé sur le gain en capital réalisé lors de la vente de la propriété aux États-Unis, et il pourrait aussi avoir à payer de l'impôt aux États-Unis sur ce gain. Le cas échéant, le Internal Revenue Service (IRS) l'en informerait.»

Prix de consolation: si le contribuable canadien devait payer de l'impôt aux États-Unis sur le gain en capital réalisé lors de la vente d'une résidence secondaire, il pourrait par la suite réclamer un crédit d'impôt étranger sur sa déclaration fiscale au Canada.

## Une parcelle de terrain

Un lecteur désire réaliser un coup d'argent en vendant une parcelle du terrain de 25 000 pieds carrés où est bâtie sa résidence principale. Concrètement,

il veut vendre un lot de 5000 pieds carrés, soit le cinquième de son terrain. Il prévoit vendre ce lot pour une somme de 70 000\$, ce qui lui permettrait de réaliser un important profit de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Il se demande si ce gain est imposable...

Selon Revenu Canada, comme le terrain où est bâtie la résidence principale fait partie de la résidence principale, le gain réalisé sur la vente du lot de 5000 pieds carrés ne sera pas imposable.

Une précision de Revenu Canada au sujet de la vente d'un terrain lié à une résidence principale: «Cependant, le terrain ne doit pas dépasser une superficie d'un demi-hectare, soit 1,24 acre. Tout ce qui dépasse cette superficie entraîne un gain en capital lorsqu'il est vendu.»

Par ailleurs, si le terrain en question ne faisait pas partie d'une résidence principale, sa vente donnerait lieu au calcul d'un gain en capital imposable pour cette parcelle vendue.

Supposons que le terrain de 25 000 pieds carrés a été payé 25 000\$. Le lot de 5000 pi<sup>2</sup> représente donc le cinquième de ce coût, ce qui donne un prix de 5000\$. Cela devient le prix de base rajusté (PBR) du terrain, à

partir duquel on calculera le gain en capital imposable.

Mettons que le terrain de 5000 pi<sup>2</sup> est revendu à un prix de 35 000\$.

Le gain en capital sera donc de 30 000\$ (prix de revente 35 000\$ - PBR 5000\$)

Comme vous savez, seulement la moitié du gain en capital est imposable, soit 15 000\$ dans ce cas.

Toujours au sujet du gain en capital réalisé à même la revente d'un terrain non lié à une résidence principale, est-ce que les frais de notaire, l'impôt foncier et la taxe scolaire augmentent le PBR (prix de base rajusté) du terrain?

Revenu Canada est formel: les frais de notaire s'ajoutent effectivement au coût du terrain.

Concernant l'impôt foncier et la taxe scolaire, c'est généralement NON, sauf... dans le cas d'un terrain qui procure des revenus de location.

L'impôt foncier et la taxe scolaire ne peuvent être déductibles que dans l'hypothèse où le terrain est loué. À ce moment-là, les taxes seraient déductibles des revenus de location. Si une portion des taxes ne peut être déduite du revenu de location, elle pourra être ajoutée au coût (le PBR) du terrain.

## MARCHÉ CANADIEN DE L'AUTOMOBILE

# Ford domine encore les ventes

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Ford a occupé le premier rang des ventes canadiennes d'autos pour le deuxième mois de suite, en juillet, alors que le nombre de véhicules vendus par le constructeur a grimpé de 47,4% par rapport à la même période il y a un an.

La compagnie a indiqué avoir vendu 26 808 véhicules le mois dernier. Le nombre de camions écoulés par Ford a augmenté

« Les gens constatent une différence chez Ford, et nous allons continuer de nous concentrer sur ce qui compte le plus pour nos clients. »

de 59,9%, à 21 688, tandis que celui des voitures a progressé de 10,9% et atteint 5120.

Cette hausse est survenue alors que les ventes de véhicules légers au pays ont chuté de 6,4% en juillet par rapport au même mois de 2008, étant passées de 149 515 à 139 901 unités, selon les données compilées par DesRosiers Automotive Consultants.

Jusqu'à présent cette année,

les ventes de Ford au Canada sont supérieures de 2,3% à celles enregistrées par l'entreprise lors des sept premiers mois de l'an dernier.

« Les gens constatent une différence chez Ford, et nous allons continuer de nous concentrer sur ce qui compte le plus pour nos clients », a affirmé le président et chef de la direction de Ford du Canada, David Mondragon, par voie de communiqué.

Ford est le seul constructeur nord-américain à ne pas avoir demandé l'aide des gouvernements et la protection de la loi sur les faillites, cette année, et il a tiré profit de l'incertitude et des fermetures temporaires auxquelles ont fait face General Motors et Chrysler.

Ford a devancé GM, qui a vu ses ventes dégringoler de 41,6%, ayant atteint 19 527 véhicules, contre 33 418.

En troisième place, Toyota Canada a affiché des ventes de 19 232 véhicules de ses marques Toyota et Lexus, en baisse de 12,5% par rapport à celles de juillet 2008.

Les véhicules de Chrysler Canada ont trouvé 15 891 preneurs, contre 17 673 un an auparavant, cela constituant un recul de 10,1%.

De son côté, Honda Canada a fait état pour juillet des ventes de 12 984 unités pour sa



Le nombre de camions écoulés par Ford le mois dernier a augmenté de 59,9%.

PHOTO KAREN BLEIER, AFP

marque Honda et sa division de véhicules de luxe Acura, en baisse de 19% comparativement à l'an dernier.

Combinées, les ventes des marques Nissan et Infiniti de

Nissan Canada ont chuté de 3,1% le mois dernier, à 7534.

Kia Canada a annoncé avoir enregistré une hausse de 29,6% de ses ventes, qui se sont élevées à 5110 véhicules.

Enfin, Audi Canada a connu le meilleur mois de juillet de son histoire au chapitre des ventes, celles-ci ayant grimpé de 40% par rapport à l'an dernier, à 822 unités.

## Proposition d'achat du groupe Cosmos

# Cossette veut prévenir une mainmise progressive

HUGO FONTAINE

La firme de communications Cossette continue d'étudier la proposition d'achat lancée par d'anciens dirigeants de l'entreprise, mais elle lève le bouclier pour se protéger contre une prise de contrôle progressive.

Le conseil de Cossette est « d'avis qu'une prise de contrôle rampante nuirait aux meilleurs intérêts des actionnaires et ne serait pas dans le meilleur intérêt de la compagnie », a annoncé Cossette après la fermeture des marchés hier. Mais l'agence ne dit pas

que la proposition ne l'intéresse pas.

Le 20 juillet, le Groupe Cosmos, mené par l'ancien vice-président de Cossette, François Duffar, avait proposé d'acquiescer à la totalité des

actions que les membres du groupe ne possédaient pas déjà. Le groupe, qui n'a toutefois pas fait d'offre formelle, propose 4,95\$ par action, soit une

prime de 45,7% sur le cours moyen de l'action dans le mois précédent l'annonce.

Les membres de Cosmos détiennent déjà 18,7% des actions de l'entreprise, tandis que Burgundy Asset

Management, avec qui Cosmos a conclu une convention de blocage, en détient 11,1%.

Selon les explications de Marcel Barthe, vice-président

de Cossette, l'entreprise veut éviter que Cosmos n'accumule progressivement trop d'actions de Cossette pendant que le conseil étudie la proposition de Cosmos.

Un tel scénario réduirait

l'attrait de l'entreprise pour d'éventuelles nouvelles offres de l'extérieur et empêcherait les actionnaires qui vendent sur le marché de bénéficier

de la surprime associée à une éventuelle offre d'achat.

Le conseil a donc mis en place un régime de droits des actionnaires, entré immédiatement en vigueur, qui vise à empêcher tout actionnaire de détenir plus de 20% des actions. Si la convention entre Cosmos et Burgundy est déposée auprès des autorités réglementaires, ceux-ci auraient exceptionnellement droit à un plafond 29,8% des actions.

Le Groupe Cosmos n'a pas réagi à l'annonce de Cossette, préférant réserver ses commentaires pour aujourd'hui. Outre M. Duffar, font partie de Groupe Cosmos Georges Morin, vice-président principal de Cossette jusqu'à la mi-juillet, Jean Monty, président de Libermont et ancien PDG de BCE, Daniel Bernard, président de Provestis, et un fonds international de capital-investissement privé.

Hier, le titre de Cossette a grimpé de près de 3% à la Bourse de Toronto, pour clôturer à 5,20\$. Mais il était encore au-dessus de 13\$ au milieu de 2007.

« Une prise de contrôle rampante nuirait aux meilleurs intérêts des actionnaires et ne serait pas dans le meilleur intérêt de la compagnie. »

LA PRESSE AFFAIRES

# Les livraisons de jets d'affaires en forte baisse

## Mais Bombardier s'en tire mieux que les autres avionneurs

SYLVAIN LAROCQUE  
LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Même si les commandes de jets d'affaires de Bombardier ont plongé au cours des derniers mois et que les annulations se sont multipliées, la valeur des livraisons de l'avionneur dans ce secteur n'a diminué que de 11 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'an dernier.

Bombardier Aéronautique s'en est donc tiré bien mieux que l'industrie de l'aviation d'affai-

res et des appareils de plaisance en général, dont la valeur des livraisons a plongé en moyenne de 45,9 % sur un an.

C'est ce que révèle des chiffres publiés hier par la General Aviation Manufacturers Association (GAMA).

La multinationale montréalaise a livré 50 jets d'affaires au deuxième trimestre, dont 21 Global 5000 et Global Express XRS, les plus gros appareils de ce type construits par Bombardier. Au deuxième trimestre de l'an dernier,

Bombardier avait livré 67 avions d'affaires, dont 16 Global.

La valeur des livraisons a totalisé 1,56 milliard US, contre 1,75 milliard US l'année dernière, soit une baisse de 10,9 %. Au premier trimestre, le recul avait été de 16,2 %.

« Tous les constructeurs et les fournisseurs du secteur de l'aviation générale vivent actuellement des moments extrêmement difficiles », a souligné le président et chef de la direction de la GAMA, Pete Bunce, dans un communiqué.

« Nous sommes encouragés par les signes d'amélioration dont fait preuve l'économie, puisqu'il s'agit d'une condition essentielle à la reprise du marché de l'aviation générale », a-t-il tout de même ajouté.

### Avions privés de grande taille

Les statistiques dévoilées hier confirment les prédictions des analystes de l'industrie, qui soutiennent depuis des mois que les avions privés de plus grande taille feront moins les frais de la récession que les plus petits.

Ainsi, la valeur des livraisons de Cessna a plongé de 44 % au deuxième trimestre, alors que chez Hawker Beechcraft, la baisse est de 39 %. Ces deux constructeurs sont spécialisés dans les aéronefs de plaisance et les jets d'affaires de petite taille.

Gulfstream Aerospace, dont la gamme de produits recoupe en bonne partie celle de Bombardier, a vu la valeur de ses livraisons diminuer de 16 % au deuxième trimestre.

Dans la foulée de la baisse des commandes et de la multiplication des annulations, Bombardier Aéronautique a annoncé la mise à pied de 4360 employés depuis le début de l'année. Les autres constructeurs ont également effectué des licenciements.

Le déclin des commandes depuis le début de l'année entraînera inévitablement une chute des livraisons au cours des prochains mois.

Bombardier doit publier le 2 septembre les résultats du deuxième trimestre de son exercice, terminé à la fin juillet.

Hier à la Bourse de Toronto, l'action de Bombardier s'échangeait à 3,90 \$, en hausse de 2,1 %.

## CARRIÈRES ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

### Appels de candidatures

#### Bibliothèque et Archives nationales du Québec

#### Directeur ou directrice de la vérification interne

Poste permanent à temps plein

Sous l'autorité de la présidente du comité de vérification et relevant administrativement du président-directeur général, le ou la titulaire du poste sera appelé(e) à :

- conseiller et soutenir la haute direction, le conseil d'administration et le comité de vérification en matière de vérification et de contrôle;
- promouvoir la vérification interne comme une activité à valeur ajoutée;
- réaliser des mandats dans tous les secteurs d'activité de l'institution afin de tirer des constats puis de faire des recommandations quant aux correctifs et aux améliorations nécessaires;
- promouvoir, au sein de l'organisation, les notions de bonne gouvernance, de contrôle interne efficace et économique, de performance, de gestion des risques et de reddition de comptes;
- faire des recommandations aux gestionnaires sur les différents aspects de leur gestion tant sur le plan stratégique qu'opérationnel;
- effectuer les suivis nécessaires afin de s'assurer que les recommandations formulées sont respectées.

#### Qualifications et connaissances

- Diplôme de baccalauréat en sciences administratives, option comptabilité;
- titre comptable;
- sept ans d'expérience pertinente en vérification interne;
- expérience dans un milieu gouvernemental;
- connaissance approfondie des approches de vérification interne, des analyses de risques et des principes comptables en général;
- connaissance de modèles de contrôle de gestion;
- connaissance des modèles reconnus en matière de technologie de l'information;
- connaissance des produits informatiques Microsoft;
- vision et sens stratégique;
- maîtrise de la langue française à l'oral et à l'écrit.

Les candidatures doivent être acheminées à la Direction des ressources humaines et des communications internes par l'entremise du portail Internet de BANQ au [www.banq.qc.ca](http://www.banq.qc.ca), à [infocv@banq.qc.ca](mailto:infocv@banq.qc.ca) ou par télécopieur au 514 873-4341.



#### CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES DE MONTRÉAL

(CHUM, CUSM, CHU Sainte-Justine)

#### ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

En vertu du Décret 573-2005, le Gouvernement du Québec a créé un organisme portant le nom de *Modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal*, piloté par un Directeur exécutif relevant du ministère de la Santé et des services sociaux. Il assure le contrôle des coûts, le suivi des travaux et la cohésion dans la réalisation des projets de modernisation des trois centres hospitaliers universitaires de Montréal (CHUM, CUSM, CHU Sainte-Justine). Le Bureau du Directeur exécutif est à la recherche d'une personne qui aime les défis d'envergure.

**LE POSTE:** expert en gestion de projets complexes de construction, relevant du Directeur, gestion des risques, opportunités et changements, le titulaire du poste assure :

- le soutien à la gestion des activités de modernisation pour l'un des trois CHU;
- le contrôle serré et le suivi nécessaire dans la gestion rigoureuse des risques, des opportunités et des changements;
- le rôle d'intégrateur vis-à-vis des partenaires et collaborateurs (direction des CHU) du Bureau du Directeur exécutif.

#### LES EXIGENCES:

- posséder un minimum de 15 ans d'expérience en gestion de projets de grande envergure, idéalement dans le domaine de la construction;
- être détenteur d'une formation en génie civil ou mécanique;
- être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ);
- être bilingue (français et anglais) est un prérequis fondamental.

Si vous possédez ce profil, visitez le [www.kenniff Racine.com](http://www.kenniff Racine.com) Consultez la section « Nos postes disponibles » pour une description détaillée et les qualifications requises.

*L'emploi du masculin a pour but de faciliter la lecture. Notre client pratique l'équité en matière d'emploi.*

1919784A



## La crise de l'immobilier fait plonger les ventes de bois

AGENCE FRANCE-PRESSE

GENÈVE — Les ventes de bois et produits associés ont enregistré en 2008 leur plus forte chute depuis 1973 en Europe, en Amérique du Nord et dans les pays de l'ex-URSS, en raison de la crise de l'immobilier, a indiqué hier la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU).

En 2008, la consommation totale de produits du bois dans la région qui couvre 56 pays a diminué de 8,5 %, une baisse jamais vue en moyenne annuelle depuis le premier choc pétrolier de 1973, souligne la CEE-ONU dans son rapport annuel sur l'industrie du bois.

« Cette tendance est en grande partie liée à la crise immobilière aux États-Unis et en Europe », a expliqué lors d'une conférence de presse l'un des responsables de l'étude, Ed Pepke, soulignant malgré tout que la construction de logements restait le « moteur principal » du marché du bois.

### En 2008, la consommation totale de produits du bois dans la région qui couvre 56 pays a diminué de 8,5 %, une baisse jamais vue depuis 1973.

Aux États-Unis, les mises en chantier, qui avaient atteint un pic de 2,2 millions de logements en 2006, ont dégringolé de 25 % en 2007, puis de 34 % en 2008 et devraient encore chuter de 50 % cette année, précise le rapport citant des données de l'Engineered Wood Association.

En Europe, la construction de logements s'est réduite de 13,9 % en 2008. Une baisse similaire est prévue pour 2009, selon l'étude se basant sur les chiffres d'Euro-construct, réseau européen d'instituts de recherche dans le secteur de la construction.

La consommation de bois et de papier a ainsi chuté de 12,7 % en Amérique du Nord et de 5,9 % en Europe, alors qu'elle a augmenté de 3,2 % dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI).

### Énergie renouvelable

Seule lumière dans un contexte sombre: la demande en énergie renouvelable qui a dopé le secteur du « bois-énergie », souligne toutefois le quatrième rapport annuel de la CEE-ONU sur l'industrie du bois.

Les marchés mondiaux de granulés et briquettes biocombustibles ont ainsi augmenté de 20 % en 2008, pour atteindre des ventes de 9 millions de tonnes. Selon les prévisions de l'organisme, ces chiffres devraient doubler d'ici 2012.

#### COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE

La Commission de coopération environnementale (CCE) est une organisation internationale créée en 1994 par le Canada, le Mexique et les États-Unis en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACE). La CCE est chargée, notamment, de promouvoir la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement nord-américain pour les générations actuelles et à venir à la lumière des liens économiques, commerciaux et sociaux plus étroits entre les trois pays. La Commission aide également à prévenir les différends commerciaux et environnementaux, fait la promotion de l'application des lois sur l'environnement et fournit des renseignements précis sur ces sujets. La présente année marque le 15<sup>e</sup> anniversaire de la Commission, et les trois pays se sont engagés, en juin, à revitaliser la CCE. La gouvernance de la CCE fera donc l'objet d'un examen pour améliorer son imputabilité, accroître sa transparence, réaliser ses priorités et établir des objectifs précis. Au cours des cinq prochaines années, la CCE se concentrera sur des projets qui contribueront à créer une économie plus verte et à faible émission de carbone et à assurer la santé des collectivités et des écosystèmes. Pour atteindre ces objectifs, la CCE veut nommer son prochain directeur général.

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SECRÉTARIAT

LE SECRÉTARIAT a son siège social à Montréal, au Canada, et fournit un soutien technique, administratif et opérationnel à l'organisme dirigeant de la Commission : le Conseil de la CCE composé des ministres fédéraux de l'Environnement du Canada, des États-Unis et du Mexique.

LE POSTE est occupé à tour de rôle par un ressortissant d'un des trois pays, et le prochain directeur général doit être un Canadien (mandat de trois ans qui peut être renouvelé une fois).

#### LES FONCTIONS

À titre d'administrateur principal du Secrétariat vous aurez à :

- diriger les opérations;
- rendre des comptes directement au Conseil de la CCE;
- superviser l'élaboration et la mise en application du plan stratégique quinquennal;
- participer aux changements à apporter à la gouvernance;
- gérer, sous la direction du Conseil, un budget de 9 millions de dollars US;
- appuyer et conseiller le Conseil et la Commission d'une manière efficace;
- s'assurer d'une gestion efficace du Secrétariat;
- gérer de manière équitable et objective les plaintes des citoyens au sujet de l'application de la législation environnementale.

#### LES EXIGENCES :

- diplôme universitaire dans un domaine lié aux fonctions; une maîtrise constituerait un atout;
- vaste expérience comme cadre supérieur qui se traduit par un engagement ferme envers la transparence, la gouvernance publique, l'efficacité, la gestion du rendement, l'utilisation optimale des ressources et les réformes;
- solides compétences en leadership et en communication; capacité manifeste de motiver et de gérer une équipe de haut niveau, multidisciplinaire et multinationale, promouvoir le travail d'équipe, servir de mentor aux professionnels et bâtir une équipe unie et dévouée;

- réussites dans des domaines similaires;
- expérience ou capacité de travailler dans un contexte trinational et multiculturel;
- connaissance et compréhension approfondies des questions liées à l'environnement et au développement durable en Amérique du Nord, incluant les questions liées au commerce et à l'environnement;
- connaissance manifeste des gouvernements, des agences bilatérales et multilatérales de l'industrie, du secteur privé, des diverses organisations non gouvernementales et sans but lucratif de la communauté académique, du grand public, ainsi que de l'utilisation de leviers et de l'établissement de partenariats avec des tiers, et expérience de communication et de travail avec eux;
- vaste expérience de la gestion de questions internationales complexes touchant des commissions internationales, des institutions financières et diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales;
- capacité de faciliter des ententes entre divers intervenants relativement à des questions complexes;
- maîtrise des langues officielles du Canada (anglais et français), la maîtrise de l'autre langue officielle de la Commission, l'espagnol, constituerait un atout.

Si vous possédez ce profil, visitez le [www.kenniff Racine.com](http://www.kenniff Racine.com) Consultez la section « Nos postes disponibles » pour une description détaillée et les qualifications requises.

Faites-nous parvenir votre *curriculum vitae* et une lettre expliquant votre intérêt en remplissant le « Formulaire d'inscription ». Tous vos renseignements personnels seront traités avec la plus grande confidentialité.

*L'emploi du masculin a pour but de faciliter la lecture. Notre client est un employeur souscrivant au principe de l'équité en matière d'emploi.*



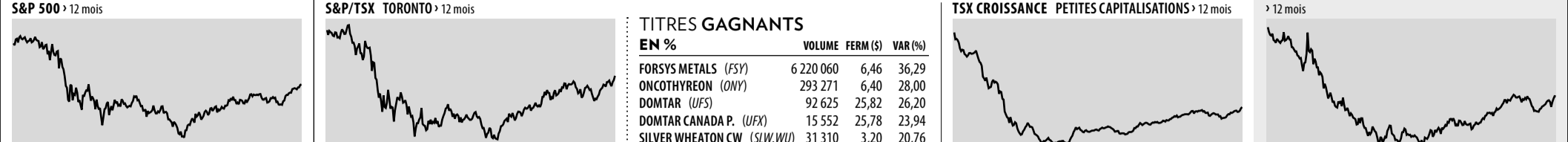
1924022A

1919786A

# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

## LES BOURSES

### > ÉTATS-UNIS



### > CANADA



### TITRES GAGNANTS

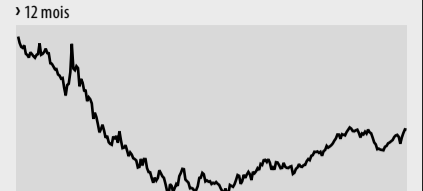
EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FORSYS METALS (FSY)	6 220 060	6,46	36,29
ONCOHYREON (ONY)	293 271	6,40	28,00
DOMTAR (UFS)	92 625	25,82	26,20
DOMTAR CANADA P. (UFEX)	15 552	25,78	23,94
SILVER WHEATON CW (SLW.WU)	31 310	3,20	20,76

### TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



## PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



### > DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	56 038,07	40,26	0,07
CAC 40 (France)	3 476,37	-1,43	-0,04
DAX (Allemagne)	5 417,02	-9,83	-0,18
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 324,42	-3,67	-0,16
FTSE 100 (Angleterre)	4 671,37	-11,09	-0,24
Hang Seng (Hong Kong)	20 796,43	-10,83	-0,05
Mexico Bolsa (Mexique)	27 869,92	177,44	0,64
FTSE MIB (Italie)	20 966,87	52,43	0,25
NIKKEI 225 (Japon)	10 375,01	22,54	0,22
S&P/ASX 200 (Australie)	4 309,30	45,90	1,08
Shanghai (Chine)	3 471,44	8,85	0,26
Swiss Market (Suisse)	5 939,78	-27,65	-0,46

### FONDS INDICIELS

	FERM.	1 J (\$)	1 J (%)	1 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	17,33	0,31	1,82	-18,20
S&P/TSX 60 (XIU)	16,79	0,31	1,88	-17,03
S&P/TSX fin. (XFN)	22,25	0,24	1,09	-2,73
S&P/TSX éner. (XEG)	16,99	0,44	2,66	-29,61
S&P/TSX or (XGO)	19,50	0,47	2,47	2,98
Oblig. c. terme (XSB)	29,19	-0,05	-0,17	2,53
Oblig. 1. terme (XBB)	29,39	0,02	0,07	1,45
S&P 500 (XSP)	11,68	0,21	1,83	-25,27

## CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
<b>INDUSTRIELLES</b>	<b>1 019,61</b>	<b>3,28</b>	<b>11,19</b>						
▲ Canadien Pacifique (CP)	51,21	3,31	6,91	9 389	24,96	8 607	68,27	32,36	0,99
▲ Transforce (TFI)	7,38	0,38	5,43	2 480	77,83	641	9,15	2,78	0,40
▲ Transcontinental (TCL.A)	8,75	0,34	4,04	383	-12,06	695	16,73	5,42	0,32
▲ Canadien National (CNR)	54,13	1,74	3,32	10 508	20,88	25 383	58,44	37,85	1,01
▲ SNC-Lavalin (SNC)	46,58	1,12	2,46	4 241	17,36	7 036	57,93	26,00	0,60
▲ Stella-Jones (SJ)	24,50	0,55	2,30	24	49,39	311	31,00	12,50	0,36
▲ Garda (GW)	5,06	0,11	2,22	918	230,72	159	14,25	0,57	0,00
▲ Bombardier (BBD.B)	3,90	0,08	2,09	79 542	-12,34	6 841	8,50	2,22	0,10
▲ Transat (TRZ.B)	11,26	0,16	1,44	211	-7,33	369	21,94	6,51	0,00
▲ Quinc. Richelieu (RCH)	19,89	0,25	1,27	104	13,79	437	22,86	13,56	0,32
▲ Laperr. & Verreault (GLV.A)	7,60	0,09	1,20	92	-1,94	241	13,03	3,76	0,00
▲ ACE Aviation (ACE.A)	4,96	0,05	1,02	648	-26,52	177	12,07	2,42	0,00
▲ CAE (CAE)	7,20	0,05	0,70	5 387	-11,11	1 840	11,60	5,62	0,12
▲ Genivar (GNV.U)	23,83	0,08	0,34	476	-5,44	341	26,53	16,19	1,50
▲ Velan (VLN)	12,90	0,00	0,00	0	13,06	287	13,50	10,00	0,32
<b>TECHNOLOGIES</b>	<b>289,91</b>	<b>3,02</b>	<b>60,57</b>						
▲ Research in Motion (RIM)	84,50	2,68	3,28	16 593	70,71	47 955	143,98	44,23	0,00
▲ Open Text (OTC)	41,67	0,84	2,06	1 187	12,65	2 340	44,60	27,01	0,00
▲ CGI (GIB.A)	11,00	0,05	0,46	6 942	14,58	3 366	11,68	8,30	0,00
▲ Exfo (EXF)	3,39	0,01	0,30	196	-12,85	202	5,21	2,46	0,00
<b>MATÉRIAUX</b>	<b>2 695,87</b>	<b>2,97</b>	<b>19,09</b>						
▲ Domtar (UFEX)	25,78	4,98	23,94	156	10,17	161	83,88	8,04	0,00
▲ Barrick (ABX)	38,90	1,28	3,40	35 695	-13,00	33 988	49,87	22,00	0,42
▲ Semafo (SMF)	2,34	0,06	2,63	10 250	95,00	586	2,60	0,75	0,00
▲ Teck Cominco (TCK.B)	29,08	0,73	2,58	70 400	383,06	17 121	44,75	3,35	0,00
▲ Osisko (OSK)	7,00	0,17	2,49	9 973	92,31	1 834	7,55	1,40	0,00
▲ Potash (POT)	102,75	2,39	2,38	11 719	14,75	30 365	194,91	61,81	0,42
▲ Canam (CAM)	7,24	0,15	2,12	205	8,87	328	9,65	3,73	0,16
▲ Tembec (TMB)	0,57	0,01	1,79	374	-40,63	57	3,69	0,50	0,00
▲ Goldcorp (G)	41,65	0,72	1,76	23 930	8,49	30 464	44,90	17,77	0,19
▲ Cascades (CAS)	5,15	-0,15	-2,83	1 515	49,71	502	7,20	1,70	0,16
<b>ÉNERGIE</b>	<b>2 584,31</b>	<b>2,87</b>	<b>22,18</b>						
▲ Can Natural Res. (CNQ)	68,06	3,30	5,10	19 460	39,61	36 892	91,50	34,19	0,42
▲ Petro-Canada (PCA)	46,69	2,20	4,95	15 254	74,74	22 653	50,24	20,01	0,80
▲ Suncor Energy (SU)	36,44	1,60	4,59	58 366	53,63	34 149	62,37	18,80	0,40
▲ Cameco (CCO)	30,90	1,30	4,39	9 238	46,79	12 130	35,00	14,33	0,24
▲ Arc Energy (AET.U)	18,25	0,74	4,23	9 068	-9,20	4 283	30,40	11,41	1,20
▲ Penn West Energy (PWT.U)	14,60	0,55	3,92	11 327	7,59	6 079	31,25	8,82	1,80
▲ Pengrowth Energy (PGF.U)	9,08	0,30	3,42	4 181	-2,89	2 346	18,89	5,84	1,20
▲ Canadian Oil Sands (COS.U)	27,97	0,85	3,13	16 462	32,56	13 550	52,94	16,65	1,00
▲ Enerplus Res. (ERF.U)	24,15	0,66	2,81	5 313	0,79	4 019	46,18	16,75	2,16
▲ Transcanada (TRP)	31,35	0,71	2,32	21 332	-5,49	21 284	40,65	28,86	1,52
▲ EnCana (ECA)	58,87	1,09	1,89	18 696	3,35	44 159	79,97	41,36	1,60
▲ Talisman Energy (TLM)	16,93	0,28	1,68	29 830	39,00	17 250	19,80	8,28	0,23
▲ Nexen (NXY)	22,69	0,36	1,61	29 017	5,78	11 826	34,49	13,33	0,20
▲ Enbridge (ENB)	42,25	0,56	1,34	10 231	6,80	15 864	44,98	33,10	1,48
▲ Husky Energy (HSE)	31,80	0,10	0,32	12 293	3,01	27 025	49,99	24,78	1,20
▲ Imperial Oil (IMO)	42,75	-0,40	-0,93	13 500	4,29	36 235	55,44	28,79	0,40
<b>FINANCE</b>	<b>1 561,52</b>	<b>1,47</b>	<b>37,68</b>						
▲ Ind. Alliance (IAG)	30,88	1,28	4,32	1 305	32,48	2 481	38,49	13,75	0,98
▲ Great-West (GWO)	26,74	0,84	3,24	4 941	29,18	25 250	35,94	11,21	1,23
▲ Banque TD (TD)	64,85	1,74	2,76	28 102	49,25	55 312	66,27	32,37	2,44
▲ Banque Nationale (NA)	59,47	1,36	2,34	7 210	90,00	9 546	59,47	24,25	2,48
▲ Power Corporation (POW)	30,90	0,66	2,18	8 648	37,82	14 113	34,00	14,70	1,16
▲ Banque CIBC (CM)	67,75	1,44	2,17	16 243	32,61	25 850	67,80	36,51	3,48
▲ Banque Scotia (BNS)	46,90	0,98	2,13	40 316	40,80	47 719	51,55	23,99	1,96
▲ Sun Life (SLF)	37,50	0,68	1,85	13 930	31,86	21 028	41,96	14,97	1,44
▲ Riocan Reit (REI.U)	15,80	0,28	1,80	8 396	15,67	3 688	22,08	11,23	1,38
▲ Banque Laurentienne (LB)	36,17	0,42	1,18	1 400	4,84	863	44,44	23,90	1,36
▲ Banque de Montréal (BMO)	54,55	0,53	0,98	42 535	74,56	29 903	54,75	24,05	2,80
▲ Banque Royale (RY)	51,78	0,50	0,98	39 086	43,44	73 098	51,80	25,52	2,00
▲ IGM Financial (IGM)	45,20	0,21	0,47	3 142	27,50	11 936	46,40	24,20	2,05
▲ Financière Power (PWF)	31,35	0,10	0,32	5 987	31,17	22 123	37,60	14,66	1,40
▲ Financière Manuvie (MFC)	26,13	-0,03	-0,12	70 840	25,63	42 175	39,40	9,02	1,04
▲ Intact Financial (IFC)	35,00	-0,33	-0,93	2 217	10,72	4 197	43,04	26,03	1,28
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	22,16	-0,47	-2,08	15 752	19,46	12 675	35,50	14,48	0,53
<b>CONSUMMATION AUTRE</b>	<b>836,52</b>	<b>1,07</b>	<b>3,37</b>						
▲ Canadian Tire-A (CTC.A)	56,55	2,47	4,57	2 040	30,15	4 642	56,99	36,56	0,84
▲ Dorel (DII.B)	25,98	0,98	3,92	479	-7,21	859	36,50	15,00	0,54
▲ Rona (RON)	14,14	0,41	2,99	2 375	17,83	1 832	14,78	10,03	0,00
▲ Quebecor (QBR.B)	19,50	0,51	2,69	555	-0,66	1 255	30,31	13,80	0,20
▲ Uni-Select (UNS)	26,25	0,60	2,34	223	14,48	517	29,00	18,20	0,47
▲ Pages Jaunes (VLO.U)	5,09	0,09	1,80	33 682	-23,92	2 592	10,34	4,68	0,80
▲ Astral Media (ACM.A)	29,84	0,49	1,67	886	22,30	1 676	33,74	19,41	0,50
▲ Thomson Reuters (TRI)	35,20	0,41	1,18	9 212	-1,12	29 037	37,91	24,83	1,20
▲ Gildan (GIL)	18,16	0,20	1,11	5 586	27,98	2 197	29,95	7,35	0,00
▲ Reitmans (RET.A)	14,40	0,15	1,05	730	23,61	966	16,90	8,09	0,72
▲ Shaw (SJR.B)	19,05	0,14	0,74	11 947	-11,85	8 214	24,20	17,37	0,84
▲ Cogeco Câble (CCA)	28,75								

# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	5,42	-1,27	-28,53
Cacao (SUS/livre)	1,34	0,34	5,82
Café (SUS/livre)	1,33	-0,04	-2,81
Maïs (SUS/boisseau)	3,55	-0,98	-33,80
Soya (SUS/boisseau)	11,65	-0,72	-9,48
Sucre (SUS/livre)	0,19	1,10	44,19

ÉNERGIE	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,06	-0,62	-31,46
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	3,97	-1,46	-54,48
Mazout (SUS/gallon)	1,90	1,56	-43,27

MÉTAUX	VARIATION (%)		
	FERMETURE	1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,86	-1,35	-32,94
Argent (SUS/once)	14,60	2,41	-14,85
Cuivre (SUS/livre)	2,68	-0,92	-25,15
Étain (SUS/livre)	6,71	-3,99	-29,89
Nickel (SUS/livre)	8,47	0,54	3,75
Palladium (SUS/once)	278,90	1,57	-21,32
Platine (SUS/once)	1 270,00	2,44	-18,75
Plomb (SUS/livre)	0,86	-2,82	-9,38
Zinc (SUS/livre)	0,81	-0,88	-0,11

LES OBLIGATIONS	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
<b>LE GOUVERNEMENT DU CANADA</b>					
Canada	9,50	01-06-2010	107,36	0,48	-0,05
Canada	9,00	01-03-2011	112,02	1,24	-0,07
Canada	6,00	01-06-2011	108,50	1,25	-0,07
Canada	10,25	15-03-2014	132,96	2,60	-0,32
Canada	9,75	01-06-2021	156,57	3,77	-0,94
Canada	8,00	01-06-2023	142,79	3,95	-0,95
Canada	8,00	01-06-2027	148,53	4,12	-1,16
Canada	5,75	01-06-2029	121,76	4,13	-1,09

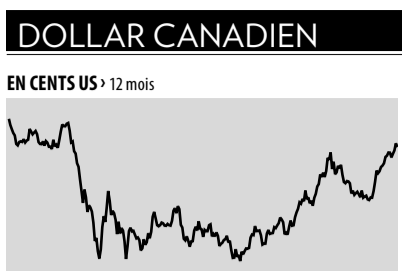
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	155,17	4,57	-0,79
Manitoba	7,75	22-12-2025	130,63	4,98	-0,92
New Brunswick	6,00	27-12-2017	112,82	4,17	-0,41
Newfoundland	6,15	17-04-2028	113,10	5,05	-0,90
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	117,44	5,09	-0,89
Ontario	6,25	25-08-2028	114,20	5,07	-0,91
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	114,52	3,19	-0,69
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	137,91	4,99	-0,93
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	136,35	5,02	-0,96
P E I	8,50	27-10-2015	126,29	3,72	-0,35
Québec	6,00	01-10-2029	111,97	5,04	-0,93

LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-2027	102,25	6,78	-0,74
Bombardier	7,35	22-12-2026	76,50	10,27	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	106,86	5,50	0,35
Gtaa	6,45	03-12-2027	108,70	5,67	-0,84
Investors Gr	6,65	13-12-2027	101,47	6,51	-0,76
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	104,16	6,36	-0,78

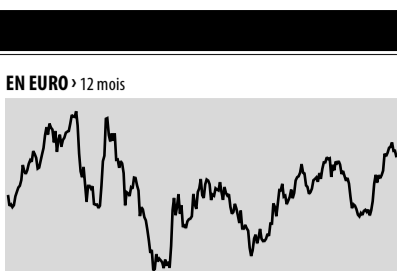
TAUX D'INTÉRÊT	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEMAINE	ANNÉE
<b>CANADA</b>			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-2,75
Taux préférentiel	2,25	0,00	-2,50
Fonds à un jour	0,25	0,00	-2,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,24	0,00	-2,15
Obligations (2 ans)	1,45	0,10	-1,43
Obligations (10 ans)	3,53	-0,04	-0,13

ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-1,75
Taux préférentiel	3,25	0,00	-1,75
Fed funds	0,25	0,00	-1,75
Bons du trésor (3 mois)	0,18	-0,01	-1,51
Obligations (2 ans)	1,20	0,12	-1,33
Obligations (10 ans)	3,68	0,00	-0,28

OR	
New York	967,50 \$US
Variation 1 JOUR	+10,90 \$US
Variation 1 SEMAINE	+3,02 \$US
Variation 1 AN	+7,49 \$US



<b>93,07</b> ¢US
VARIATION <b>+0,26</b> ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US <b>107,45</b> ¢



<b>0,6473</b> €
VARIATION <b>-0,0037</b> €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro <b>1,5446</b> \$

LES DEVICES DANS LE MONDE	
Afrique du Sud	1 \$ vaut <b>7,32</b> rands
Australie	1 \$ vaut <b>1,10</b> dollar
Brazil	1 \$ vaut <b>1,70</b> real
Chine	1 \$ vaut <b>6,37</b> renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut <b>0,55</b> livre
Hong-Kong	1 \$ vaut <b>7,23</b> dollars
Inde	1 \$ vaut <b>44,52</b> roupies
Israël	1 \$ vaut <b>3,62</b> n.shekels
Japon	1 \$ vaut <b>88,89</b> yens
Liban	1 \$ vaut <b>1 610,68</b> livres
Mexique	1 \$ vaut <b>12,25</b> pesos
Norvège	1 \$ vaut <b>5,65</b> couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut <b>1,39</b> dollar
Russie	1 \$ vaut <b>28,98</b> roubles
Suède	1 \$ vaut <b>6,65</b> couronnes
Suisse	1 \$ vaut <b>0,99</b> franc

## INDICE S&P/TSX

# Au-dessus de la barre des 11 000 points

## REVUE BOURSIÈRE

TORONTO — La Bourse de Toronto a clôturé hier au-dessus de la barre des 11 000 points pour la première fois en 10 mois.

L'indice composite S&P/TSX a bondi de 230,95 points, soit 2,14 %, pour clôturer à 11 018,10 points. Il a franchi le seuil symbolique des 11 000 points dans les derniers instants de la séance, une première depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

L'indice de référence du parquet torontois commence ainsi du bon pied le mois d'août,

après avoir gagné plus de quatre pour cent en juillet.

La Bourse de Toronto était par ailleurs en mode « rattrapage » par rapport aux marchés new-yorkais, qui avaient affiché de solides hausses lundi, pendant que le TSX était fermé à l'occasion du congé civique en vigueur dans la plupart des provinces canadiennes, mais pas au Québec.

Même à 11 000 points, le S&P/TSX est plus de 4000 points en-deçà de son sommet de tous les temps, soit 15 154 points, atteint en juin 2008.

Le secteur des métaux de base a été le meneur sur le marché torontois hier, avec un gain de 3,7 %, stimulé par la publication de données laissant croire que les ventes imminentes de

maisons américaines ont grimpé de 3,6 % en juin par rapport au mois précédent. Cela est largement supérieur aux attentes des économistes, qui voyaient une progression de 0,7 % dans leurs boules de cristal. La hausse devrait faire grimper la demande pour plusieurs métaux.

Le leader du secteur Teck Resources — la plus grande minière canadienne inscrite en Bourse — a vu son action prendre 73 cents, soit 2,6 %, à 29,08 \$.

Selon Bob Tebbutt, vice-président chez Peregrine Financial Group, ce secteur répond à l'appréciation de la demande pour les nouvelles maisons et les nouveaux véhicules.

« Les métaux de base — le cuivre, l'aluminium, le zinc, le plomb et le nickel — ont atteint

de nouveaux sommets lundi », a noté M. Tebbutt.

« Il y a eu un léger désinvestissement aujourd'hui, mais le secteur des métaux à Toronto rattrape le mouvement à la hausse de lundi qu'ont connu les marchés de Londres et de New York. »

Le cours du pétrole brut a cédé 16 cents US pour terminer la journée à 71,42 \$US le baril à la Bourse des matières premières de New York.

Cependant, le secteur torontois de l'énergie a pris trois pour cent, réagissant en fait à la hausse de 2,13 \$US enregistrée lundi par le baril.

Le secteur aurifère a gagné 2,1 %, le cours du lingot d'or ayant pris 10,90 \$US à 969,70 \$US à New York. Le secteur de la

finance a avancé de 1,5 %.

Le dollar canadien a pour sa part gagné 0,26 cent US à 93,07 cents US.

La Bourse de croissance TSXV a avancé de 16,41 points à 1195,98 points.

À New York, les marchés ont clôturé la séance en légère hausse, alors que des données faisaient état d'une hausse de 0,4 % des dépenses des consommateurs américains en juin.

La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles de Wall Street a gagné hier 33,63 points à 9320,19 points.

L'indice élargi S&P 500 a avancé de 3,02 points à 1005,65 points, tandis que l'indice composite du NASDAQ, à forte composante technologique, a pris 2,70 points à 2011,31 points.

# Saputo prévoit retrouver sa rentabilité d'antan d'ici 12 mois

SYLVAIN LAROCQUE  
LA PRESSE CANADIENNE

Le géant de la transformation laitière Saputo compte revenir à son degré « historique » de rentabilité d'ici un an, a indiqué hier le président et chef de la direction de l'entreprise montréalaise, Lino Saputo fils.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars, la marge d'exploitation de Saputo a été d'à peine 9,5 %, alors qu'elle s'était élevée à 10,4 % en 2007-08 et à 10,7 % en 2006-07.

La récession et l'intégration des acquisitions effectuées aux États-Unis au cours des dernières années expliquent en bonne partie la chute

des marges bénéficiaires, a souligné M. Saputo au cours de l'assemblée annuelle des actionnaires de l'entreprise, qui s'est déroulée hier à Laval.

Pour atteindre son objectif, la direction de Saputo mise sur une augmentation des prix de vente du fromage, mais aussi sur une réduction des coûts d'exploitation. Par contre, même si la capacité excédentaire de l'entreprise dépasse les 30 % au Canada, on n'envisage pas de fermeture d'usines pour l'instant.

**Résultats**  
La compression des dépenses a déjà apporté une contribution

favorable aux résultats de Saputo au premier trimestre, terminé le 30 juin, tout comme l'acquisition des activités de l'ontarienne Neilson Dairy, conclue en décembre.

Les profits nets de l'entreprise ont atteint 84,8 millions (41 cents par action), en hausse de 2,2 % par rapport aux 83 millions (40 cents par action) dégagés pendant la même période de l'an dernier.

Ces résultats ont surpassé les attentes des analystes, qui tablaient sur un bénéfice par action de 36 cents. Les investisseurs ont bien réagi: l'action de Saputo a bondi de 6 % hier, clôturant à 24,95 \$ et flirtant avec le sommet atteint depuis le début de l'année (25 \$).

Le conseil d'administration n'a donc pas eu de mal à faire ce qu'il fait chaque année depuis l'inscription en Bourse de Saputo, en 1997: accroître le dividende trimestriel, qui passe de 14 à 14,5 cents, soit une hausse de 3,6 %.

Les revenus trimestriels ont crû de 6,2 % pour s'élever à 1,45 milliard, grâce à l'acquisition de Neilson, qui a coûté 465 millions à Saputo. Aux États-Unis, le transformateur a profité de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au billet vert (comparativement à il y a un an), mais a pâti de la baisse du prix moyen du bloc de fromage.

En Europe, la situation s'est améliorée en Allemagne, mais elle

s'est détériorée au Royaume-Uni, où les prix élevés du lait comme matière première sont restés à leur haut niveau alors que les volumes et les prix de vente des produits de consommation reculaient.

Au cours de la téléconférence tenue pour commenter les résultats du trimestre, les dirigeants de Saputo n'ont pas exclu la possibilité de quitter le Royaume-Uni si la situation ne s'améliore pas à moyen terme. L'entreprise a récemment effectué des licenciements dans le pays.

Dans sa division boulangerie, qui fait l'objet d'efforts de redressement depuis plusieurs mois, Saputo travaille à la conception de deux nouvelles gammes de produits destinés aux boîtes à lunch et à la catégorie des produits surgelés. Le lancement doit avoir lieu à l'automne.

Saputo produit, met en marché et distribue du fromage, du lait nature, du yogourt, des ingrédients laitiers et des petits gâteaux. L'entreprise est le 11<sup>e</sup> plus grand transformateur laitier au monde et le plus important au Canada.

# Dorel investit le marché des bicyclettes australien

LA PRESSE CANADIENNE

La société Industries Dorel a annoncé hier qu'elle a acquis les actifs de Gemini Bicycles, une entreprise de Sydney, en Australie, pour 2,2 millions US.

Dans la foulée de cette acquisition, Dorel travaille actuellement à la mise en place d'une nouvelle filiale nommée Groupe des Sports Cyclistes (GSC), qui sera établie en Australie.

La nouvelle division, qui se concentrera sur le réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes, réunira les principales marques de la division de produits récréatifs de Dorel, c'est-à-dire les marques Schwinn, Mongoose, Cannondale, GT et SUGOI.

GSC assurera la coordination de toutes les activités liées aux ventes, au marketing, à la distribution et au service à la clientèle de son réseau de concessionnaires en Australie, a précisé Dorel, hier.

qué Dorel, la nouvelle division distribuera les produits de marques Schwinn et Mongoose, puis ajoutera les marques Cannondale (1<sup>er</sup> janvier 2010) et GT (1<sup>er</sup> août 2010).

Noel McFarlane, ancien propriétaire de Gemini Bicycles, a été nommé directeur général du Groupe des Sports Cyclistes (GSC), Australie.

Robert Baird, président du secteur des produits récréatifs de Dorel, a affirmé que la création de cette nouvelle filiale est conforme à la stratégie de Dorel visant à accélérer sa croissance mondiale et à accroître l'efficacité de ses activités en Australie.

En plus d'œuvrer dans le créneau des bicyclettes, Dorel est un fabricant de produits de puériculture. Elle est en outre un important fabricant de sièges d'auto pour enfants. L'entreprise a aussi une division de mobilier de maison qui commercialise des produits d'ameublement.

Dorel compte 4700 employés, dispose d'installations dans 18 pays et vend ses produits à



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

La nouvelle filiale de Dorel en Australie Groupe des Sports Cyclistes distribuera les produits de marque Cannondale en Australie.

l'échelle mondiale. Hier à la Bourse de Toronto, l'action de Dorel a bondi de 98 cents (3,9 %) à 25,98 \$

# NORTEL Vente de la division Solutions d'entreprise

BLOOMBERG

Nortel Networks a obtenu la permission de tribunaux de vendre sa division de solutions d'entreprise à l'occasion d'enchères au cours desquelles Avaya Inc. fera la première offre, soit 475 millions US.

Le juge Kevin Gross, du tribunal américain des faillites à Wilmington, au Delaware, et le juge Geoffrey Morawetz, de la Cour supérieure de l'Ontario, ont tous deux approuvé hier les principes directeurs qui régiront cette vente aux enchères le 11 septembre prochain à New York. Les offres doivent être reçues au plus tard à midi le 4 septembre. Toutes les objections à l'encontre de cette vente ont été résolues avant les audiences d'hier.

« Il ne fait pas de doute que cette division doit être vendue pour préserver la valeur maximale à l'actionnariat », a soutenu Derrick Tay, le procureur de Nortel, au cours de l'audience.

Cette vente s'inscrit dans le plan de Nortel visant à se défaire d'actifs tandis que la compagnie bénéficie de la protection des tribunaux. Les ventes de cette division, qui procure plus d'un cinquième des revenus de Nortel, ont chuté de 41 % au cours du premier trimestre. Le mois dernier, l'entreprise canadienne a obtenu la permission de vendre sa principale division de sans-fil à Ericsson AB, premier fabricant mondial de réseaux sans fil, au prix de 1,13 milliard US.

La division de solutions d'entreprise de Nortel, qui compte parmi ses clients des détaillants et des fournisseurs de soins de santé, est active en Amérique du Nord, en Europe et en Afrique, et son effectif est de 7800 employés. Si elle se concrétise, cette transaction permettra à Avaya de doubler sa part du marché de l'équipement téléphonique pour entreprises et de passer devant Cisco Systems, a indiqué le 20 juillet dernier Jay Lassman, analyste de Gartner Inc.